

Refusons le pacte contre-révolutionnaire qui essaye de maintenir Assad au pouvoir

La guerre civile syrienne en arrive à sa cinquième année. Pendant tout ce temps, la fureur avec laquelle le dictateur Bashar al-Assad s'accroche au pouvoir a détruit le pays. Plus de 250 000 personnes sont mortes. Deux millions ont été blessés, dont des milliers sont restées invalides.

*Secrétariat International
de la LIT-QI
São Paulo,
le 31 octobre 2015*



Le secrétaire d'Etat des Etats-Unis John Kerry et le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov

Selon le rapport de l'ONU, six millions de personnes se sont vues obligées de fuir leurs foyers, soit un tiers de la population. L'Observatoire syrien pour les Droits de l'Homme élève ce chiffre à 11 millions, dont plus de 2 millions – des mineurs d'âge pour la moitié – ont croisé la frontière et sont devenus des « réfugiés » en Jordanie, au Liban, en Irak, en Turquie, et frappent maintenant, on le sait, aux portes de l'Europe, ce qui affole les gouvernements. Quelque 280 000 Syriens sont arrivés sur les côtes européennes par la Méditerranée, soit 40 % du total des réfugiés pour l'année en cours.

La Syrie tombe en ruine, aux yeux du monde. La destruction de l'infrastructure de ce pays – dont les villes deviennent fantomatiques – et la terrible perte de population vont marquer à feu et à sang cette société pour les prochaines décennies.

Les attaques de la Russie en faveur d'Assad

Dans ce contexte, l'entrée en scène de la Russie montre les changements en cours dans la guerre civile syrienne, après plusieurs mois où semblait primer

une « impasse militaire ». Le régime de Damas, une ville couverte par les bombes lancées par l'aviation et la marine de Poutine, a lancé une offensive terrestre contre les positions rebelles.

Dans des villes comme Idlib et Hama (à l'ouest), Alep (au nord) et Latakiah (sur la côte méditerranéenne), fief de la famille Assad et région où Moscou défend sa base navale de Tartus, les troupes de la dictature font avancer leurs lignes de front, avec des milliers de combattants de la milice libanaise Hezbollah et des centaines de « gardes révolutionnaires » iraniens.

Malgré les déclarations du Kremlin, il est maintenant très clair que les attaques russes ne sont pas dirigées contre l'Etat islamique (EI), qui en a même profité pour avancer sur le terrain à Alep, mais principalement contre les positions des milices antidictatoriales. Il suffit de regarder la carte de la Syrie pour se rendre compte que les bombes russes tombent bien loin du soi-disant « califat ».

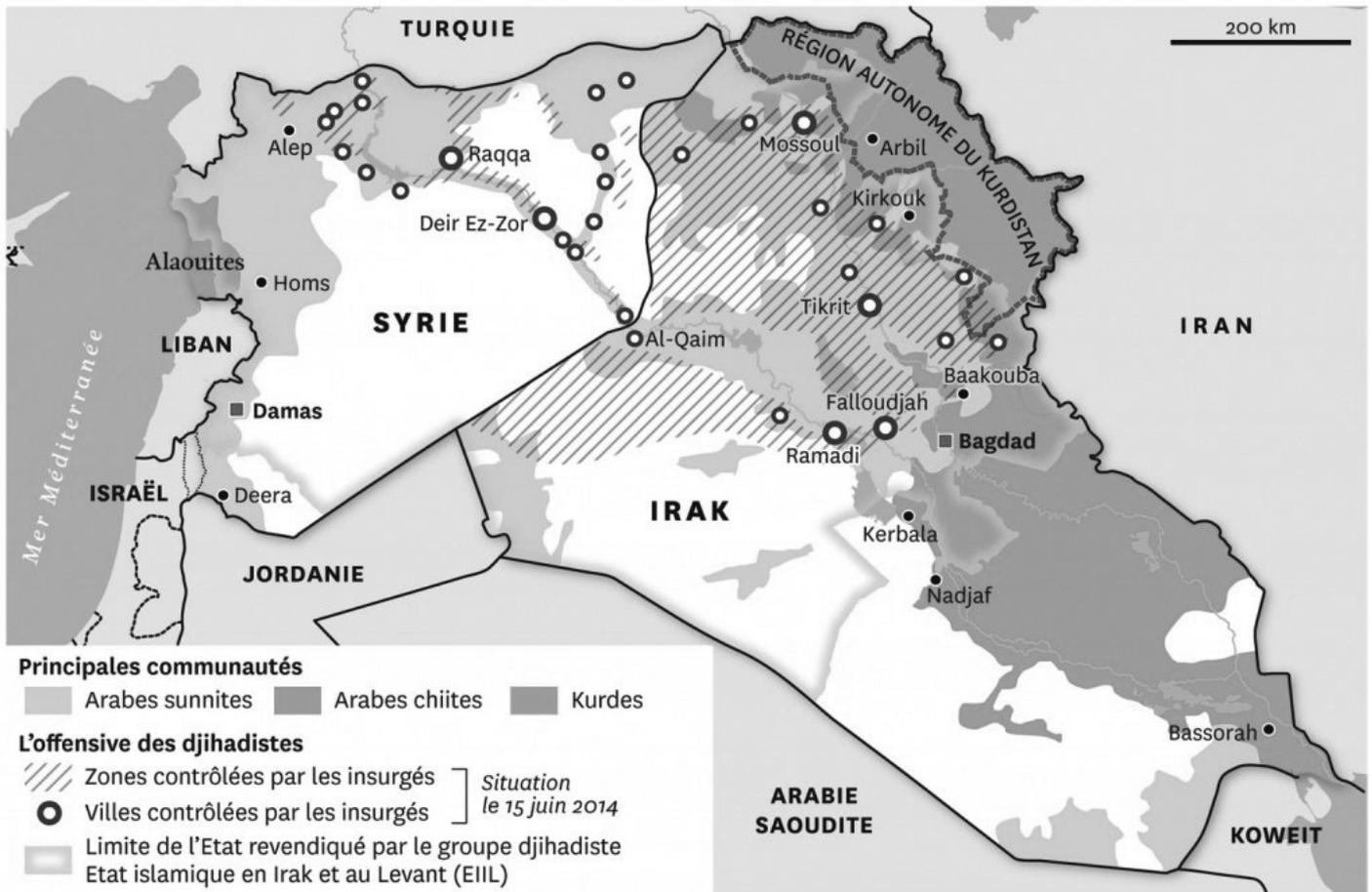
L'intervention plus directe et incisive de la Russie est fondamentalement liée à la dégradation de la situation du régime syrien, qui est mal en point après

cinq ans d'affrontements avec la révolution. En réalité, « l'impasse militaire » n'a jamais interrompu la perte de ressources du régime. Le dictateur Assad ne contrôle pas plus de 25 % du territoire. S'il a réussi à se maintenir au pouvoir jusqu'à maintenant, c'est précisément grâce à l'appui qu'il reçoit de pays comme la Russie, l'Iran et la Chine, de la milice libanaise du Hezbollah, et même de gouvernements qui se disent « progressistes », comme ceux du Venezuela et de Cuba.

Bien que le pouvoir militaire russe est supérieur à celui de n'importe quel autre allié du régime syrien, il serait erroné de conclure que l'intervention de Poutine a forcé « condamné » la révolution.

En premier lieu, parce qu'il n'existe pas, jusqu'à présent, de « troupes au sol ». Sur le plan militaire, les bombardements peuvent aider énormément, mais le combat direct avec les rebelles reste à charge des forces mal en point du régime, et des miliciens du Hezbollah et de l'Iran.

Irak-Syrie : la nouvelle carte d'une zone de guerre



Jusqu'à présent, les milices rebelles résistent à l'offensive de manière tenace. Elles y arrivent avec d'immenses efforts, car elles manquent d'armes lourdes et de la technologie militaire nécessaire.

La révolution, bien que cernée, fait son chemin. Et c'est un élément central et incontournable qui, comme mentionné plus haut, explique l'intervention russe et toutes les initiatives actuelles de l'impérialisme.

Ibid continue à être contrôlée par les forces rebelles, principalement par des groupes islamistes comme al-Nusra et Ahrar al-Sham, qui constituent le dénommé Front de la Conquête ; on se bat rue par rue dans Alep, et des poches de résistants armés persistent à Deraâ (au sud) et dans la périphérie même de Damas (Ghouta orientale). Dans le Kurdistan syrien, les milices kurdes continuent à maintenir à distance les hordes de l'Etat islamique.

Un ample accord contre-révolutionnaire, et ses difficultés

Donc, alors que les milices rebelles doivent affronter l'axe Assad-Russie-Iran-Hezbollah sur le champ de bataille, un ample pacte se dévoile sur le terrain diplomatique, entre les Etats-Unis, l'Europe, la Russie et l'Iran, pour vaincre la révolution et « stabiliser » le pays. Ceux-ci peuvent avoir des désaccords sur les rythmes et les manières de s'y prendre, mais c'est bien cela leur objectif principal.

Cela fait plus d'un an que Washington ne propose plus la démission d'Assad, bien que sa rhétorique ne cesse de critiquer la dictature syrienne et de l'accuser de « crimes humanitaires ». Au contraire, depuis le début des bombardements étasuniens sur le sol syrien – il y a plus d'un an – Obama et ses généraux insistent sur le fait que « l'objectif immédiat » est de vaincre l'Etat islamique, et non de déloger Assad du pouvoir.

Dans le cadre de cette politique, les Etats Unis ferment les yeux sur les attaques russes contre les rebelles, alors qu'il existe des contacts entre Washington et Moscou sur « la nécessité de coordonner la lutte contre l'Etat islamique et d'autres organisations terroristes ». Et c'est le ministère des Affaires étrangères russe qui a informé « qu'ils ont discuté avec les Etats-Unis de la manière de résoudre la situation en Syrie », envisageant ensemble une « issue négociée ».¹

En ce sens, un accord s'est concrétisé, il y a quelques jours, entre les deux pays pour coordonner l'usage de l'espace aérien en Syrie² : une division de tâches pour décider « qui bombarde ici, et pas là ».

Les impérialismes européen et étasunien – confrontés à la prolongation d'une guerre apparemment « sans issue » et l'apparition et la consolidation de l'Etat islamique dans les territoires de la Syrie et de l'Irak (qui composent son

« califat »), ainsi que, surtout, l'énorme pression exercée par l'incessante arrivée de réfugiés syriens en Europe – renforcent leurs efforts pour « stabiliser » le pays moyennant une « transition politique », sans nécessairement exiger la démission préalable d'Assad, et envisageant, au contraire, sa participation dans le « processus de négociations ».

Déjà en mars, le chef de la diplomatie américaine, John Kerry, admettait que « finalement, nous devons négocier ». D'un autre côté, il est clair que les bombardements russes, en plus d'ouvrir la route aux troupes du dictateur syrien, prétendent forcer une négociation qui maintiendrait Assad au pouvoir. C'est d'ailleurs cela l'objectif d'Assad lui-même depuis l'apparition de l'Etat islamique : essayer d'apparaître comme « le mal nécessaire pour combattre le terrorisme ».

Il y a un peu plus d'un mois, Kerry dévoilait clairement la politique étasunienne : « nous devons entrer en négociation. C'est ce que nous cherchons, et nous espérons que la Russie, l'Iran et les autres pays influents aident à y arriver, puisque c'est ce qui empêche cette crise de se terminer. » Il se posait la question : « Nous sommes prêts à négocier ; Assad est-il prêt à négocier, à vraiment négocier ? La Russie est-elle prête à l'amener à la table des négociations ? » Et il insistait en même temps sur le fait qu'une possible démission d'Assad « ne doit pas se faire le premier jour ni le premier mois. [...] Il y a un processus par lequel toutes les parties doivent se mettre ensemble pour arriver à un arrangement sur la façon d'obtenir cela de la meilleure façon. »³

Angela Merkel, qui dirige le principal impérialisme européen, affirme dans le même sens : « Nous devons discuter avec tous les participants, y compris Assad et d'autres. »⁴ Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank Walter Steinmeier, admet aujourd'hui : « Il ne fait aucun doute qu'avec la présence de la Russie, quelque chose a changé. »

Philip Hammond, ministre britannique des Affaires étrangères, a assoupli ses « conditions » sur la permanence d'Assad au pouvoir en disant : « Nous pouvons être flexibles en ce qui concerne la forme de son éviction et nous pouvons être flexibles sur le calendrier. »⁵

On trouve le même « virage » chez le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, quand il a annoncé que son gouvernement n'exigerait aucune renonciation d'Assad comme condition préalable pour commencer les « négociations de paix » : « Si nous demandons d'entrée qu'Assad s'en aille, avant le début des négociations, nous n'irons pas très loin. »⁶ Jose Garcia-Margallo, ministre espagnol des Affaires étrangères, partage cet avis depuis longtemps : « Le temps est venu, d'entamer des négociations avec le régime de Bachar al-Assad. »⁷

Et voilà donc que John Kerry et Serguei Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, se sont réunis, le 23 octobre dernier à Vienne, avec les ministres des Affaires étrangères d'Arabie saoudite et de la Turquie pour convoquer un sommet international « plus large » sur la Syrie. Pour cette réunion, une invitation fut envoyée au gouvernement iranien, qui travaille plus ouvertement avec l'impérialisme depuis l'« ac-



cord sur le nucléaire », afin de « pacifier » la région. Il y a lieu de signaler que tant le gouvernement iranien que celui de la Russie ont intérêt à « résoudre » le conflit syrien – dans un sens favorable à leurs intérêts, bien sûr –, car il pèse énormément, et de plus en plus, sur leurs finances.

La conférence de Vienne a réuni les ministres des Affaires étrangères de 17 pays, dont ceux des Etats-Unis, de la Russie, d'Arabie Saoudite et, pour la première fois, d'Iran. Cependant, ni le régime syrien ni des représentants de l'opposition n'y ont participé. La réunion, même si elle a été qualifiée de « première étape » importante par les Etats-Unis et la Russie, s'est conclue par une vague déclaration : « Accélérer les efforts diplomatiques pour mettre fin

à la guerre ». La « feuille de route » que la Maison-Blanche et le Kremlin sont en train de mettre au point est cependant claire : « l'exhorter les Nations Unies à réunir le gouvernement syrien et l'opposition dans un processus qui conduise à des élections » ; et surtout, « maintenir les institutions » à l'issue de la transition.

Ce nouveau déferlement diplomatique peut certainement avoir des effets politiques concrets. Il est cependant important de considérer les contradictions et les difficultés qu'auront l'impérialisme, Poutine et les ayatollahs iraniens pour parvenir à un accord effectif. Assad poursuit son offensive : le jour même de la conférence de Vienne, le régime syrien bombardait un marché dans l'est de Damas, tuant plus de 50 civils. La dénommée « opposition modérée », à savoir, la Coalition nationale pour les forces de l'opposition et la révolution syrienne (CNFORS), n'a même pas été invitée. D'autre part, il sera très difficile de concilier les intérêts régionaux entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Il en va de même pour la Turquie et les Kurdes syriens ; ces derniers ont obtenu des avancées militaires à Rojava et répondent au PKK turc, considéré comme « organisation terroriste » par Ankara.

En bref : après près de cinq ans d'un massacre atroce, il sera difficile qu'une ou plusieurs réunions de ministres des Affaires étrangères « au sommet » mettent fin aux combats à court terme. La perspective que le conflit syrien continue comme « guerre prolongée » reste la plus probable.

Il est essentiel de rejeter tout type « d'issue négocié », car aucun accord conclu entre l'impérialisme et les gouvernements de la Russie, d'Iran et de la Turquie ne peut être bénéfique pour le peuple syrien. N'importe quel genre de « transition politique » – avec ou sans maintien d'Assad au pouvoir pour un temps plus ou moins long – n'a ni n'aura comme objectif de répondre aux exigences démocratiques et économiques du peuple syrien.

Même si quelques concessions sont faites, une issue « par le haut » sera toujours au service de la continuité de l'essence du régime syrien non démocratique (« maintenir les institutions ») et de bradage ; sans parler de la structure capitaliste semi-coloniale du pays.

Seule la révolution peut renverser Assad et détruire les fondements mêmes de ce régime répressif, corrompu et serviteur de l'impérialisme.

Redoubler la solidarité avec la révolution syrienne !

La révolution syrienne traverse un moment difficile. Le front contre-révolutionnaire s'élargit et commence à connaître certains succès sur le terrain.

La plupart de la gauche internationale, qui continue malheureusement à soutenir le dictateur Assad, doit revoir cette position qui trahit la lutte héroïque du peuple syrien.

La vieille histoire du supposé « anti-impérialisme » du dictateur syrien devient ridicule. A ce stade, il est clair que la politique de l'impérialisme américain et européen ne passe pas par le « renversement » de Bashar al-Assad. Si ce dernier peut garantir une certaine « stabilité » ou au moins un scénario « moins chaotique » que le scénario actuel, l'impérialisme n'hésitera pas à le soutenir. Et Assad lui-même, pour sa part, ne ménage pas ses efforts pour paraître « fiable » et « nécessaire » aux plans impérialistes dans la région.

Nous continuons à affirmer que la seule solution progressiste pour le peuple syrien et l'ensemble du Moyen-Orient et du Maghreb passe par la défaite de la dictature syrienne et de ses alliés. Ce serait un « point de départ » fondamental. Il est donc nécessaire de s'opposer tant aux bombardements russes qu'aux bombardements étasuniens. Nous devons également nous

opposer au récent envoi d'« unités spéciales » étasuniennes en Syrie, qui, comme annoncé par Obama, serviraient de « conseillers » contre l'Etat islamique.

Il est également crucial de s'opposer au pacte contre-révolutionnaire en gestation qui cherche une « issue négociée », pour démonter la révolution, préserver l'essence du régime et maintenir le dictateur syrien sanguinaire au pouvoir pour un temps plus ou moins long.

Il n'y a pas de négociation possible avec quelqu'un qui a massacré le peuple syrien et détruit le pays ! On ne peut pas faire confiance aux puissances qui bombardent actuellement la Syrie !

Plus que jamais, l'unité entre les rebelles arabes, et de ceux-ci avec les Kurdes, pour vaincre la dictature, l'Etat islamique et l'impérialisme, est décisive ; c'est une condition pour la victoire. L'unité d'action entre les YPG kurdes et l'ESL qui s'est faite à Kobané et à Tal Abyad reste la voie à suivre !

Ainsi, à la chaleur du combat contre le régime syrien et ses alliés, l'Etat islamique et l'impérialisme, il est nécessaire de forger une direction révolutionnaire capable de guider cette lutte vers un programme ouvrier, socialiste et internationaliste.

En dehors de la Syrie, la principale tâche est d'organiser la solidarité active et d'exiger à chacun de nos gouvernements non seulement la rupture des relations diplomatiques et commerciales avec la dictature d'Assad, mais aussi l'envoi inconditionnel d'armes lourdes, de médicaments et de tous types de fournitures aux troupes rebelles. En

Russie, il faut appeler le peuple à rejeter l'intervention de Poutine sur le sol syrien.

La solidarité internationale avec la révolution syrienne est urgente. Un appui décidé des organisations ouvrières, sociales, démocratiques et, bien sûr, des partis de gauche, peut certainement faire pencher la balance en faveur du peuple syrien. Telle doit être notre tâche immédiate. ■

1 http://noticias.lainformacion.com/politica/cumbre/kerry-llama-a-lavrov-para-coordinar-las-acciones-militares-en-siria_CZMfFONw9NyymMCT1kY7/ ; <http://www.voanoticias.com/media/video/estados-unidos-rusia-siria-bombardeos-/2987836.html>

2 <http://www.elmundo.es/internacional/2015/10/17/5621d2e946163fd80a8b45e6.html>

3 <http://www.europapress.es/internacional/noticia-siria-kerry-dice-ahora-salida-assad-no-tiene-ser-inmediata-negociada-20150919144006.html>

4 <http://br.sputniknews.com/mundo/20150923/2215074/Merkel-Assad-negociacao-Siria.html#ixzz3pu5k08Bc>

5 <http://www.diariobae.com/notas/100770-el-ei-llamo-a-los-musulmanes-del-mundo-entero-a-la-guerra-santa-contra-rusia-y-ee-uu.html?print=print>

6 <http://www.europapress.es/internacional/noticia-francia-renuncia-exigir-salida-assad-requisito-dialogo-paz-20150921232849.html>

7 <http://www.abc.es/internacional/20150907/abci-margallo-assad-siria-iran-201509072025.html>

**Pour la défaite d'Assad, de la Russie,
de l'Etat islamique et de l'impérialisme !
Non aux bombardements des Etats-Unis et de la Russie !
Non aux « unités spéciales » des Etats-Unis en Syrie !
Non au pacte contre-révolutionnaire
d'une « issue négociée » en Syrie !
Pour la victoire des forces rebelles !**